



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT :** UNION EUROPÉENNE | FRANCE | ALLEMAGNE | LUXEMBOURG | CHINE | NORVÈGE | PAYS-BAS | BELGIQUE | SUISSE | BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT | ARABIE SAOUDITE

**MEMBRES :** BÉNIN | BURKINA FASO | CÔTE D'IVOIRE | GUINÉE | GUINEE-BISSAU | MALI | MAURITANIE | NIGER | SÉNÉGAL | TOGO |

## POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

27 JUIN 2025

### Renforcer la résilience et l'impact : le 35<sup>e</sup> comité d'orientation de l'AFRITAC de l'Ouest trace une voie stratégique

- *Le Comité a souligné la nécessité d'une coordination plus étroite entre les axes de travail et entre les partenaires au développement afin de favoriser les synergies, en particulier à la lumière des perturbations sans précédent de l'aide publique au développement (APD) et des contraintes budgétaires croissantes sur les budgets des partenaires.*
- *Le Comité s'est félicité de l'accent mis davantage sur la mesure de l'impact du renforcement des capacités dans les différents axes de travail, notamment en notant les risques liés à la mise en œuvre.*
- *Le comité d'orientation a approuvé le programme de travail pour l'exercice 2026 et encouragé les pays membres à verser rapidement des contributions financières pour garantir la viabilité des activités du Centre.*

Le centre régional du FMI pour le développement des capacités pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest) a tenu sa 35<sup>e</sup> réunion du comité d'orientation à Nouakchott, en Mauritanie, les 25 et 26 juin 2025. La réunion, qui s'est tenue dans un format hybride, était présidée par l'Honorable ministre de l'Économie et des finances de la République islamique de Mauritanie, M. Sid'Ahmed Ould Bouh, qui a prononcé l'allocution d'ouverture.

Le comité s'est félicité du démarrage prometteur de la cinquième phase du programme de travail du Centre, qui a débuté en septembre 2024 et s'achèvera en mai 2029. Les membres du comité ont reconnu que les progrès réalisés au cours de l'année considérée s'appuyaient sur les bases solides posées au cours de la phase précédente.

La mobilisation des recettes intérieures demeure une priorité essentielle pour aider les États membres à renforcer leur résilience face aux chocs imprévus et à répondre à leurs besoins de développement.

**AFRITAC de l'Ouest**

Immeuble BCEAO

Abidjan, Plateau

Côte d'Ivoire

[www.afritaouest.org](http://www.afritaouest.org)

[www.facebook.com/afritaouest](https://www.facebook.com/afritaouest)

(+225) 27 20 20 89 87

Les principales réalisations dans ce domaine comprennent la modernisation des administrations fiscales en Guinée Bissau et en Mauritanie, la poursuite de la numérisation au Mali et le renforcement du cadre de recouvrement des arriérés fiscaux au Bénin.

La gestion des finances publiques continue d'être tout aussi importante pour renforcer la capacité des pouvoirs publics à utiliser efficacement des ressources limitées pour répondre à la demande croissante de services publics émanant d'une population croissante. À cette fin, des progrès ont été accomplis dans le renforcement des contrôles budgétaires internes, l'identification des risques budgétaires découlant des conditions climatiques changeantes, le renforcement de la gestion de trésorerie et l'affectation des dépenses dans un cadre à moyen terme.

Compte tenu de l'ampleur et de la fréquence croissante des chocs subis par les économies des pays membres, le rebasage du PIB, l'utilisation d'indicateurs à haute fréquence et l'établissement de comptes nationaux trimestriels ont contribué à une évaluation plus opportune de la situation macroéconomique. Ces efforts se poursuivent pour renforcer l'élaboration de politiques fondées sur la communication d'informations en temps opportun.

Les niveaux d'endettement ayant considérablement augmenté ces derniers temps, il a fallu redoubler d'efforts pour renforcer la capacité des bureaux de gestion de la dette à analyser la viabilité de la dette. Dans cet objectif, le Centre a intensifié le développement des capacités en matière d'analyse de viabilité de la dette, l'élaboration de stratégies d'endettement à moyen terme, l'établissement d'un calendrier d'émission de dette et une formation supplémentaire en gestion de portefeuille.

Le Centre a poursuivi la mise en œuvre des réformes visant à préserver le secteur financier dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine, en Guinée et en Mauritanie. Ces efforts sont essentiels pour renforcer la solidité du système bancaire dans un monde caractérisé par des risques grandissants.

Le Comité directeur a souligné la nécessité de créer des synergies entre les partenaires pour le développement et a engagé le Centre à identifier les possibilités de collaboration entre les différents axes de travail.

Conformément aux recommandations de l'évaluation externe indépendante, le Centre a renforcé sa collaboration avec des organismes régionaux tels que l'AFRISTAT, la Commission de l'UEMOA, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Commission bancaire de l'Union monétaire ouest-africaine.

Enfin, le comité d'orientation a insisté sur la nécessité de rendre compte de l'impact des efforts déployés par le Centre pour renforcer les institutions, notamment en prenant acte des meilleures pratiques, en adaptant les conseils en fonction des caractéristiques des pays et en soulignant les risques liés à la mise en œuvre des réformes.

## **Arrière-plan**

L'AFRITAC de l'Ouest est hébergé par les autorités ivoiriennes à Abidjan et fournit des activités de développement des capacités au Bénin, au Burkina Faso, à la Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au Togo. Outre les contributions de pays membres, plusieurs partenaires pour le développement, dont l'Arabie saoudite, la France, la Chine, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Suisse et la Banque européenne d'investissement, soutiennent le Centre, aux côtés du FMI.

Les activités de développement des capacités du FMI font partie de sa mission principale et aident les gouvernements à moderniser leurs politiques et institutions économiques. Un réseau mondial de centres régionaux de développement des capacités ancre le soutien du FMI à la construction d'institutions économiques et est complété par des fonds thématiques mondiaux pour le développement des capacités. Ils sont financés conjointement par le FMI, des partenaires de développement externes et des pays membres.